RÉPUBLIQUE FRANÇAISE — DÉPARTEMENT DE L'AIN

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 12 MARS 1978

2e CIRCONSCRIPTION DE L'AIN

COLLECTIF ÉCOLOGIE 78

Soutenu par : Jean-Yves COUSTEAU, René DUMONT, Brice LALONDE, Philippe LEBRETON

Notre monde est en crise : crise sociale et économique, crise de l'énergie et de l'environnement, crise des valeurs et de l'esprit. Mais cette crise est plus qu'un accident de parcours, c'est le point de rupture où nous ont conduits les excès d'une société urbaine et industrielle, d'une société qui implique des rapports agressifs entre les hommes et qui gaspille les ressources naturelles.

Des exemples ? Chaque année, 10 000 hectares de terre fertile sont enfouis en France sous le béton et le goudron. On privilégie la route, qui consomme et pollue 6 fois plus, et tue 100 fois plus que le rail. On développe l'énergie nucléaire, qui produit des déchets radioactifs millénaires.

L'UTOPIE, C'EST DE CROIRE QU'ON PUISSE CONTINUER AINSI

Nous n'avons pas attendu aujourd'hui pour le dire et le montrer : l'avenir qu'« on » nous prépare, nous n'en voulons pas. L'actualité vous a parlé de Malville, de Cruas, du Larzac, de Fessenheim, de la Montedison... Nous y sommes allés refuser qu'il y ait d'autres Seveso, d'autres Minamata, d'autres marées noires ou rouges, d'autres mensonges criminels, d'autres gaspillages.

Ce que nous vous proposons, c'est de ne pas « donner » vos voix à quiconque, même à nous écologistes officiels par nécessité, mais de construire tous les jours l'Ecologie de demain, avec tous ceux qui rêvent, s'indignent, s'informent, questionnent, chaque fois qu'une nouvelle absurdité du système menace un peu plus l'équilibre fragile qu'est la Vie...

A l'échelon communal : Il faut une participation réelle et responsable des citoyens à la pratique de leur vie quotidienne : santé, habitat, éducation, travail, loisirs. Notre cadre de vie doit être géré de manière écologique (urbanisme, transports, énergie, déchets...).

A l'échelon régional : Il convient de respecter les minorités sociales et de favoriser l'expression des particularismes locaux. Nous avons besoin d'une véritable décentralisation qui rejette la tutelle et l'arbitraire des bureaucrates et des technocrates. Le monde rural et le monde urbain sont déséquilibrés. Une nouvelle harmonisation est nécessaire dans les domaines économiques et sociaux (agriculture, tourisme)...

A l'échelon national : Au-delà des fausses querelles, nous poserons les vrais problèmes de la finalité du travail, de la production et de la consommation, afin de satisfaire l'emploi et les besoins légitimes. Il faut économiser l'énergie et en diversifier les sources, afin de permettre l'arrêt du programme nucléaire, en commençant par l'abandon définitif de la filière des surgénérateurs (Superphénix, extension de l'usine de la Hague...).

A l'échelon international : L'Ecologie ignore les frontières. La paix du monde passe par un désarmement unilatéral puis général, avec abandon immédiat et définitif de la force de frappe française (naguère promis par le Programme Commun). La paix du monde réclame aussi le respect du Tiers Monde, pillé par notre surconsommation et notre gaspillage, générateurs d'impérialisme et de néo-colonialisme (vente d'armes).

L'essentiel est que chacun retrouve la part d'autonomie et de responsabilité que les structures centralisatrices nous ont progressivement arrachées.

Faire ce geste, encore gratuit, qui consiste à glisser un bulletin de vote dans une enveloppe anonyme sera dérisoire si, sitôt votre enveloppe tombée dans l'urne, elle cesse de vous appartenir, si elle devient « la voix » de celui que vous désignez pour parler, et agir en votre lieu et place. C'est bien votre place qu'il prendra, pour peu que vous le laissiez faire, et « pour vous » qu'il roulera, « développera », « aménagera » pendant 5 ans...

L'élu ne devrait pas avoir d'autres fonctions que celles de porte-parole et d'informateur des populations, sans cumul de mandats.

Au premier tour, comme au second tour, nous ne serons pas propriétaires des votes des électeurs, qui se détermineront eux-mêmes en fonction de nos informations. Il n'y aura ni marchandage, ni désistement de notre part. Notre but est de poser ici les vraies questions : si les partis n'apportent pas de réponses satisfaisantes, ils porteront eux-mêmes la responsabilité de leur échec électoral. En outre, méfiez-vous de ceux qui ne parlent d'Ecologie que pour tenter de redonner vigueur à leur politique, comme on greffe un organe sain sur un corps malade.

BUGEY - PAYS DE GEX

Nous ne pouvons pas continuer à nous fermer les yeux et les oreilles. Il faut AGIR, si nous ne voulons pas que demain, nous soit imposé, comme depuis des années n'importe quoi, au nom du « progrès ».

Avons-nous choisi que notre campagne se vide, que nos industries locales meurent ou soient restructurées, que des centaines de leurs ouvriers soient licenciés, que nombre d'entre nous soient contraints d'aller chercher leurs moyens d'existence dans les grandes villes ou à l'étranger ?

Avons-nous choisi que soient pillés les biens naturels que sont l'air, l'espace, le soleil, la nature, devenus eux aussi produits à vendre ? Que notre région soit de plus en plus considérée comme « zone verte » livrée aux appétits des promoteurs et des marchands de loisir ?

Avons nous choisi qu'on privilégie les transports routiers avec toutes leurs nuisances au détriment des communications ferroviaires ? Qu'il devienne de plus en plus difficile de vivre sans voiture ? Sans « aller » la ville » ?

Avons-nous choisi d'acheter toujours plus d'objets fragiles, coûteux, impossibles à réparer, à réutiliser ? De produire des denrées de plus en plus dénaturées, falsifiées, nécessitant toujours plus d'énergie, d'équipements, d'engrais, de pesticides, une exploitation de plus en plus intensive des hommes, des sols, et une détérioration toujours accrue de l'équilibre naturel ?

Avons-nous choisi ces grands travaux, ces kilomètres de lignes à très haute tension, ce canal, entrepris sans information véritable de la population sous prétexte d'« utilité publique » ?

Acceptons-nous la centrale de Creys-Malville qui, en cas d'accident (et PERSONNE ne peut affirmer qu'un accident est impossible), interdira toute vie aux alentours pendant des millénaires ? Au nom de quoi nous impose-t-on un risque pareil ?

N'a-t-on pas essayé de nous convaincre que c'était « ça » le « progrès », « ça » ou la vie dure qu'ont connue nos parents ? Le prix à payer, nous nous en apercevons tous les jours, c'est l'insécurité, le gaspillage, la pollution, l'endettement, les traites tirées sur notre avenir et celui de nos enfants... et maintenant le plus redoutable : l'hypothèque nucléaire qui nous emprisonnerait de manière irréversible dans une société centralisée, robotisée.

Nous ne croyons pas que cela soit vrai. Nous pensons qu'il est possible, sans retourner « au Moyen Age » dont on nous menace chaque fois que nous osons contester le « tout-électrique tout-nucléaire », de mieux employer les ressources naturelles et humaines, de mieux contrôler l'emballement de la course au progrès.

Pour nous cela signifie qu'il faut :

● **ARRÊTER TOUT DE SUITE,** pendant qu'il est encore temps, la construction de centrales nucléaires et en particulier de Superphénix.

● **CHANGER** dès maintenant nos habitudes, notre soumission à « ceux qui savent », ceux « d'en haut », les experts et planificateurs qui prétendent décider sans nous des priorités, de nos besoins en énergie, des remembrements, des plans d'occupation des sols, des tracés d'autoroutes, des implantations de transports en commun, des horaires de chemin de fer, des suppressions de classes et d'écoles...

Nous ne prétendons pas qu'un simple vote suffira à changer tout cela, mais cette campagne est aussi pour nous l'occasion de nous rencontrer, de nous organiser et de trouver ensemble d'autres façons d'agir.

CANDIDAT :

Alain PARTENSKY

Chargé de Recherche
au Centre National de la Recherche Scientifique

SUPPLÉANTE :

Marie-Françoise JENNI

vu, les candidats.

Petite Presse Villeurbannaise, 128, Cours Tolstoï, Villeurbanne